LE COURAGE POLITIQUE FACE AU VENT
par Didier Wirth,
président du Comité des Parcs et Jardins de France
et Denis de Kergorlay,
vice-président délégué de La Demeure Historique

Environ 1000 éoliennes sont en place sur le territoire français et cela est déjà très visible. Le programme gouvernemental éolien portera leur nombre à 10.000 en 2010 et le paysage français en sera alors profondément altéré. Pourtant, ces immense machines ne contribueront au mieux que pour 4% de la production d'électricité de notre pays, et ce de manière intermittente. Elles ne contribueront nullement à la réduction des gaz à effet de serre (GES), contrairement à une propagande mensongère. Pourquoi donc sacrifier le paysage de notre pays pour un résultat aussi insignifiant ? C'est le résultat d'une séquence politique qu'il faut comprendre.

A la suite des engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto en 1997, l'Union Européenne fixe en 2001 à ses Etats membres l'objectif global de réduction de l'émission de GES de 8% à l'horizon 2010. Dans le même temps, l'Union fixe des objectifs à atteindre pour chacun des Etats membres en fonction de leur situation respective quant à l'émission de GES. Ainsi, pour la France, l'objectif fixé était seulement d'atteindre en 2010 le niveau d'émission existant en 1990. L'Union a en effet pris en compte qu'avec 89% de son électricité produite par le nucléaire, 7% par l'hydraulique, et seulement 4% par les centrales thermiques la France est, avec la Suède, le pays d'Europe dont l'électricité émet le moins de GES par habitant.

Dans le cadre de l'objectif global des 8% précités, l'Union européenne a recommandé à ses membres (directive du 27 septembre 2001) comme moyen privilégié, des objectifs indicatifs nationaux pour la part des énergies renouvelables dans la consommation d'électricité. Pour la France, l'objectif indicatif était de passer de 15 à 21% d'ici 2010. Chaque pays membre a été laissé libre de se déterminer par rapport à cette recommandation, dont l'article 18 précise : « il importe d'utiliser la puissance des forces du marché (...) et de faire de l'électricité produite à partir des sources d'énergies renouvelables un produit compétitif et attrayant pour les citoyens européens ».

C'est dans cette voie que se sont engouffrés les écologistes présents dans le gouvernement Jospin à l'époque (2001) pour pousser les feux de l'éolien, seule technologie susceptible d'être

multipliée à l'échelle industrielle, à la condition d'être hautement subventionnée, n'étant nullement rentable par elle-même.

Ainsi, les écologistes ont utilisé une simple recommandation européenne destinée à réduire à l'échelle de l'Europe les émissions de GES pour amorcer leur stratégie de « sortie du nucléaire ».

L'instrument de cette politique a été l'arrêté Cochet, qui oblige EDF à acheter l'électricité éolienne trois fois le prix du marché. L'arrêté a été pris sans tenir compte de l'avis défavorable de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE).

Grâce à ce formidable mécanisme de subventionnement, l'éolien français est devenu pour les industriels et les financiers du secteur un véritable eldorado qui permet d'assurer des rentabilités de 25 à 40% par an avec garantie d'achat sur 15 ans par EDF au prix fixé par l'arrêté Cochet. Quant au surcoût de la facturation il est supporté à 70% par les clients individuels EDF, totalement à leur insu. La quasi-totalité des Français finance ainsi une industrie dont les constructeurs sont tous en dehors du territoire national...

Les gouvernements qui se sont succédé depuis 2002 auraient pu rectifier l'arrêté Cochet et de ce fait le subventionnement hautement politique de toute une filière industrielle. Mais entretemps l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et l'ensemble du lobby éolien avaient habilement vendu à l'opinion publique l'image d'une énergie propre et « gratuite » ; de plus la plupart des maires ruraux étaient prêts à se porter candidats pour accueillir des éoliennes réputées généreuses en terme de taxe professionnelle. Difficile, dans ces conditions, pour la majorité issue des élections de 2002, de ne pas aller dans le sens du vent...

Ces gouvernements ont donc avalisé et même intensifié ce système pervers d'une industrie reposant sur la subvention alors que le vrai courage politique, comme le rappelle Marcel Boiteux, président d'honneur d'EDF, serait de concentrer tous nos efforts sur la recherche et le développement d'énergies propres, constantes et durables.

Le paysage français est en train d'être sacrifié au nom de l'utopie (« sortir du nucléaire ») des uns et de l'absence de vision et de courage des autres. Aujourd'hui seule la société civile, avec les associations de sauvegarde, a la possibilité d'inverser le sens du vent... si elle le veut vraiment et si elle parvient à déclencher une action courageuse de la part de nos élus !